



Independent observer
of the Global Fund

DES PROBLÈMES PERSISTENT DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT AU GHANA SELON LE BIG

Un rapport d'audit publié le 27 octobre par le Bureau de l'Inspecteur général estime que si les systèmes de contrôle financier et fiduciaire sont satisfaisants au Ghana, des faiblesses demeurent dans la gestion des programmes et des services de santé ainsi que dans la gouvernance et le suivi.

L'audit s'est focalisé sur quatre subventions en cours pour le paludisme, le VIH et la TB toutes mises en oeuvre par le Ministère de la Santé (exceptée une subvention VIH mise en oeuvre conjointement avec la Commission SIDA). L'équipe a visité 27 structures de santé dans 7 des 10 régions du pays pour évaluer l'accès aux soins, les données programmatiques et les mécanismes de garantie pour la mitigation des risques.

Dans son rapport, le BIG pointe du doigt les défaillances dans les mécanismes et la méthode de gestion des stocks (mauvaises conditions de stockage, faible utilisation des fiches d'inventaire et de registre, systèmes d'information électronique non fonctionnels, absence de contrôle des médicaments TB et VIH dans la chaîne de distribution). En janvier 2015, un incendie, dont les causes n'ont pas encore été établies, a ravagé la réserve médicale centrale, ce qui a conduit à la perte d'une quantité importante de médicaments qui n'étaient pas couverts par une assurance externe. L'absence de système d'inventaire fiable n'a pas permis, toujours selon le rapport, de déterminer précisément cette quantité.

Si un plan directeur de la chaîne d'approvisionnement a été mis en place depuis 2012, il n'a cependant pas été appliqué. Le BIG recommande donc l'intégration de toutes les activités d'achat de la part de tous les partenaires et du gouvernement ainsi que la révision de ce plan directeur.

Durant ses visites de terrain, l'équipe du BIG a trouvé que les données programmatiques contenaient au

delà de 10% d'erreurs (pour le VIH et le paludisme) dûes principalement à la faible capacité du personnel, des systèmes de données fragmentées et peu automatisées ainsi qu'à des faibles mécanismes de suivi et l'absence d'une approche différenciée dans les évaluations de données.

Ces facteurs contribuent à affaiblir la capacité de détection des erreurs dans les données et ce malgré le versement d'une allocation de 8 millions de dollars jusqu'en 2014 dédiée aux activités de suivi et d'évaluation.

Parmi les actions que le Secrétariat a accepté de mener : le soutien apporté aux bénéficiaires principaux dans l'élaboration d'un plan pour résoudre les problèmes principaux dans la chaîne d'approvisionnement et dans un système de comptabilité fiable des patients sous ARV ainsi qu'un soutien pour la production d'un plan d'action pour permettre la collecte de données de qualité dans le programme paludisme à travers une évaluation des pratiques de suivi et de surveillance.

[Read More](#)
